

10 Débats

Le mal de notre société: des revenus sans fondement

OPINION Le choc des infos est parfois éclairant. Deux informations tombées à quelques heures d'intervalle en ce mois de juin ont ainsi souligné les dérives qui sabotent les fondements de notre société. D'un côté, la réalité de salaires aussi intersidéraux qu'indûment perçus par des spéculateurs. De l'autre, le rêve d'une partie de la population qui voit dans le revenu de base inconditionnel la solution à ses difficultés.

Plus d'un milliard et demi de dollars, voilà le salaire annuel des «leaders» les mieux payés du monde. Ils sont à la tête des fonds d'investissement américains Citadel et Renaissance Technologies. Selon le magazine spécialisé *Alpha*, à l'origine de ce classement, le gain moyen des dirigeants de fonds d'investissement américains a été de 275 millions de dollars en 2015. Le niveau le plus bas de leur rémunération en cinq ans. Les pauvres: un salaire annuel moyen à neuf chiffres! A ce taux-là, spéculer ne rapportera presque plus rien.

Les rémunérations à sept ou huit chiffres versés aux dirigeants de multinationales productrices de biens ou de services paraissent en comparaison ridicules. Sans parler des salaires des chefs des entreprises publiques suisses. Les uns ont cependant provoqué l'acceptation de l'initiative Minder, les autres un débat, qui n'est pas terminé, lors de la toute récente campagne sur le service public. Tout en étant clairement opposé à un égalitarisme à tous crins, il y a des excès qui n'ont plus rien à voir avec le paiement légitime du risque et des responsabilités.

Quand la Télévision suisse romande demande au président du conseil d'administration des CFF, Ulrich Gygi, s'il vaut plus qu'un conseiller fédéral, il ne trouve rien de mieux à bafouiller, sur le ton le plus sérieux et prétentieux qui soit, que des entreprises comme La Poste ou les CFF sont difficiles à gérer et qu'elles sont à la vue de tout le monde, du peuple, des médias. Comme si les conseillers fédéraux n'étaient pas, eux aussi, exposés en permanence à l'opinion, soumis à des pressions de tous côtés, y compris sur le plan

international. Comme si «l'entreprise suisse» qui pèse quelque 8 millions d'habitants était plus facile à gérer. Bien sûr, notre pays se porte bien en comparaison mondiale, mais les difficultés sont loin d'être mineures: les relations avec l'Europe, le franc fort, le flux des réfugiés, le drame de dizaines de milliers de chômeurs ou de nombreux paysans, sans compter d'autres «bagatelles»... comme le trou dans la caisse de pension des CFF, propriété à 100% de la Confédération.

Ces «patrons», qui se prennent pour la cuisse de Jupiter alors qu'ils n'en sont même pas le doigt de pied, oublient que l'entreprise qui leur est confiée n'est pas la leur, qu'elle est le fruit du travail de leurs collaborateurs et du capital de leurs actionnaires, en l'occurrence le peuple suisse. Un peu plus de modestie dans l'appréciation de leur valeur personnelle, en termes de savoir-faire et de savoir-être, serait bienvenue.

Vouloir fournir à chacun, comme le rêvait Marx, de quoi subvenir à ses besoins, voilà le nouvel opium du peuple

L'autre information troublante se cache dans les détails du résultat de la votation fédérale sur le revenu de base inconditionnel. Certes, le résultat global est limpide: 76,9% des votants ont dit non à cette initiative qui se voulait innovante, ludique, généreuse, et j'en passe. Plusieurs quartiers de Genève ou de Zurich l'ont pourtant majoritairement acceptée et 4 votants sur 10 lui ont dit oui dans la ville de Berne.

Une partie de la population a donc vu dans cette initiative une solution possible à ses problèmes, dont il n'est pas question de nier l'existence. Au-delà des personnes

à la recherche d'un emploi, il y a toutes celles et tous ceux qui en ont un, mais qui se débattent avec les fins de mois, sans voir le bout du tunnel malgré leurs efforts. La société ne doit ni les ignorer ni les laisser tomber. Mais vouloir fournir à chacun, comme le rêvait Karl Marx, de quoi subvenir à ses besoins, voilà bien le nouvel opium du peuple.

Ce qui est vrai, c'est que le poids des prestations sociales devient de plus en plus lourd. Il pèse sur les budgets publics, dont il représente une part croissante: plus du tiers du budget de la Confédération aujourd'hui. Il appauvrit l'Etat et réduit ses capacités d'investissement dans la formation et les infrastructures. Il pénalise les actifs, en particulier les classes moyennes, dont le pouvoir d'achat tend à diminuer. Ce qu'il faut, c'est réduire non pas les prestations du filet social, mais le nombre des habitants qui doivent en bénéficier. Et pour cela, il n'y a qu'une solution possible: assurer la croissance, créer des emplois productifs, respecter le travail à tous les niveaux de l'économie et de l'entreprise. Ce n'est pas en payant des salaires de dingue à des «leaders» atteints de folie des grandeurs ou en organisant des Nuits debout et des Jours couchés qu'on y parviendra.

Le revenu sans fondement, qu'on le pratique ou qu'on en rêve aux deux extrémités de l'échelle des rémunérations, est une grave erreur. Elle ruine les valeurs qui ont fait jusqu'à aujourd'hui le succès de la société occidentale, dont la compétitivité est chaque jour davantage en danger, surtout en Europe. Elle porte atteinte à la cohésion sociale, sans laquelle il n'y a pas de prospérité durable. Elle donne le sentiment que tout est facile, même les activités de haut vol, ou gratuit, même ce qui est cher. Prendre ce chemin, c'est assurer notre déclin. ■

OLIVIER FELLER
CONSEILLER NATIONAL PLR
VAUD



La recherche suisse en danger!

OPINION En matière de recherche scientifique, la Suisse fait aujourd'hui partie des nations les plus performantes. Avec leurs interactions mondiales, leur renommée et leurs conditions d'enseignement et de recherche attrayantes, nos hautes écoles représentent souvent un argument de taille lorsqu'une entreprise internationale sélectionne un lieu d'implantation. Cette place en «Ligue des champions», durement acquise, n'est cependant pas une réalité éternelle, et le rôle que nous avons joué jusqu'à présent n'est pas compatible avec un repli sur soi.

Le gel des relations Suisse-UE après l'acceptation de l'initiative de l'UDC «Contre l'immigration de masse» du 9 février 2014 a frappé de plein fouet le monde universitaire. En guise de première réaction, l'Union européenne a suspendu les négociations sur l'association de la Suisse au programme de recherche Horizon 2020 et coupé l'accès aux fonds de recherche européens. Processus indolore pour l'Europe, il a été douloureux pour la Suisse.

Au prix d'intenses efforts diplomatiques, la Suisse a pu obtenir, à partir du 15 septembre 2014, une association partielle au programme Horizon 2020. Cela signifie que la Suisse peut participer au même titre que les pays membres de l'UE au programme partiel «Excellence scientifique»; en revanche, elle participe à de nombreuses parties du programme en tant qu'état tiers seulement, en finançant elle-même les coûts encourus. Cet accord provisoire et partiel arrivera à échéance le 31 décembre 2016.

L'exclusion temporaire et surtout l'incertitude qui pèse sur le statut des par-

ticipants suisses à des projets dans le cadre de l'association partielle ont toutefois déjà affaibli la place scientifique suisse dans la compétition internationale. Un premier bilan indique que la participation des scientifiques établis en Suisse est en recul, tant en 2014 qu'en 2015. La comparaison des financements

Réintégrer les programmes de recherche européens est crucial pour l'avenir

captés par les hautes écoles suisses lors du septième programme européen (2007 à 2013) – auquel la Suisse était pleinement associée – avec ceux obtenus jusqu'ici dans Horizon 2014 à 2020, montre que l'aide européenne aux institutions helvétiques a chuté de moitié, passant de 4,2 à 2,2%, et le taux de projets assumés par une haute école suisse a reculé de 3,9 à 0,3%! Les chiffres montrent que les groupes de recherche suisses ne sont plus considérés comme des partenaires de projets fiables, et les candidats ambitieux réfléchissent deux fois avant de postuler pour un emploi en Suisse. Ce bilan intermédiaire est alarmant et traduit le climat d'incertitude auquel sont confrontées les hautes écoles après la votation du 9 février.

Réintégrer les programmes de recherche européens est crucial pour l'avenir, si nous voulons garder notre position de leader dans le domaine

scientifique. La réintégration complète de la Suisse à Horizon 2020 est liée à la ratification de l'extension à la Croatie de l'accord sur la libre circulation des personnes et à la résolution du différend sur la libre circulation des personnes. En signant l'accord en question avec la Croatie en mars 2016, le Conseil fédéral a réaffirmé sa volonté de poursuivre la pleine réintégration de la Suisse aux programmes de recherche européens. La balle est maintenant dans le camp du parlement. Si l'enjeu factuel du dossier avec la Croatie est mineur, voire dérisoire, le signal politique qu'il véhicule est d'une envergure majeure.

En cas de non-ratification du protocole avec la Croatie, et contrairement à ce que disent certains, il n'y a pas de plan B pour sortir de l'impasse. Sans les accords de recherche avec l'Europe, nous aurons de petites universités de province, honorables certes, mais il faudra renoncer totalement au rayonnement scientifique, car les meilleurs universitaires se tourneront ailleurs. ■

MANUEL TORNARE
CONSEILLER NATIONAL
SOCIALISTE, GENÈVE



«Temps Présent» et les jeux vidéo: une réplique

JEAN-PHILIPPE CEPPI, PRODUCTEUR, CHRISTOPHE UNGAR, JOURNALISTE, XAVIER NICOL, RÉALISATEUR, «TEMPS PRÉSENT», GENÈVE

Dans son édition du 15 juin 2016, *Le Temps* publie l'opinion de Yannick Rochat, chercheur à l'UNIL, au sujet du reportage de *Temps Présent* intitulé «L'abus de jeux vidéo nuit à la santé», diffusé le 2 juin dernier. Dans cet article, Yannick Rochat reproche au reportage de faire preuve d'alarmisme, de stigmatiser les joueurs, de défendre une thèse qui placerait «sans scrupule», l'addiction des jeux vidéo à hauteur du cannabis ou de l'alcool. L'émission «sugérerait» un lien entre les jeux vidéo violents et le passage à l'acte. L'auteur de cet article, dont nous saluons la contribution à ce débat, omet plusieurs points importants.

Il semble d'abord échapper à Yannick Rochat que les mises en garde adressées dans le reportage ne sont pas portées par les auteurs du reportage mais par des sources dont la crédibilité peut difficilement être mise en doute: Eva Cardenoso-Wark et Philip Nielsen, psychologues à la Fondation Phénix; Sandra Calvert, professeure de psychologie à l'Université Georgetown;

Laurent Bègue, professeur de psychologie à l'Université de Grenoble; Faith Vos Winkel, assistante sociale, Child's Advocate, qui a collaboré avec le FBI sur l'affaire Sandy Hook; Stephan Eliez, psychiatre, professeur et directeur de l'Office médico-pédagogique à l'Université de Genève.

Yannick Rochat, qui nous reproche des erreurs factuelles, ne semble en relever qu'une seule. Il affirme que «le reportage de la RTS n'a aucun embarras à suggérer une implication de la pratique des jeux vidéo violents dans le passage à l'acte des auteurs de tueries de masse aux Etats-Unis, alors que ce rapport aux conclusions «irréfutables», d'après les mots du journaliste Jean-Philippe Ceppi, a poussé 230 scientifiques américains à rédiger une lettre ouverte pour en critiquer le contenu.» Or, notre scientifique semble ici manquer singulièrement de rigueur en omettant de préciser que la lettre ouverte des chercheurs américains date du 26 septembre 2013, soit avant que la task force «On Violent Media» n'ait rendu le rapport final, auquel Rochat fait allusion. Il ne s'agit donc pas d'une critique a posteriori, mais plutôt d'une inquiétude manifestée a priori. A ce jour et à notre connaissance, les résultats provisoires du travail de la task force n'ont pas été réfutés.

Enfin, il convient de préciser que *Temps Présent* a consacré le 26 juin 2014 un reportage complet et d'égale durée intitulé «Les jeux vidéo à la conquête du monde», disponible sur le site internet de l'émission. Ce reportage traitait largement des effets bénéfiques de la ludification sur le cerveau et relatait les récentes découvertes en neurosciences en matière de développement humain.

A travers ces deux reportages, les téléspectateurs, et en particulier les parents, auront ainsi pu utilement aiguïser leur sens critique et se faire leur opinion sur le monde des jeux vidéo, ses risques et ses qualités.

SUR LES BLOGS

Les jeux vidéo nuisent-ils?
Quand «Temps Présent» parle des jeux vidéo, c'est pour adopter une posture terriblement rétrograde. Du coup, la rigueur journalistique en prend un sacré coup, estime le chercheur Yannick Rochat. Il le dit dans une tribune d'opinion qui n'a pas laissé «Temps Présent» indifférent, comme en témoigne la lettre de lecteur ci-contre.

VOUS PRÉCISEZ

«Le Temps» du 10 juin 2016

«En réaction à l'article intitulé «La leçon controversée d'Hani Ramadan», le Codap tient à affirmer que son collaborateur n'a jamais conseillé à une enseignante d'inviter Hani Ramadan en classe. Le Codap souligne par ailleurs que sa mission et ses valeurs, centrées sur la promotion des droits humains et la non-discrimination, sont incompatibles avec les propos tenus par M. Hani Ramadan.»

«Le Temps» du 9 juin 2016

Dans notre article «Uber rallie les vélos taxis à sa flotte», les taxis genevois affirment qu'Uber a racheté à la direction des Voiles by Genève-Plage l'exclusivité de la prise en charge de sa clientèle à l'occasion de la soirée «Fight Night». Ces propos se basent sur une note interne envoyée par Uber à ses chauffeurs. Les Voiles by Genève-Plage tient à préciser qu'aucune exclusivité n'a été vendue ni même négociée avec Uber en relation avec cet événement qui s'est tenu le 9 juin au soir.

Vos commentaires sont les bienvenus!

Adressez-les à lt_lecteurs@ringier.ch, par fax au 021 331 70 01, ou par courrier: Le Temps, Courrier des lecteurs, Pont Bessières 3, 1002 Lausanne.

Vos lettres ne doivent pas excéder 1500-1800 signes (espaces compris). Vous pouvez aussi commenter les articles d'opinion sur www.letemps.ch et l'ensemble de nos articles sur notre page Facebook.